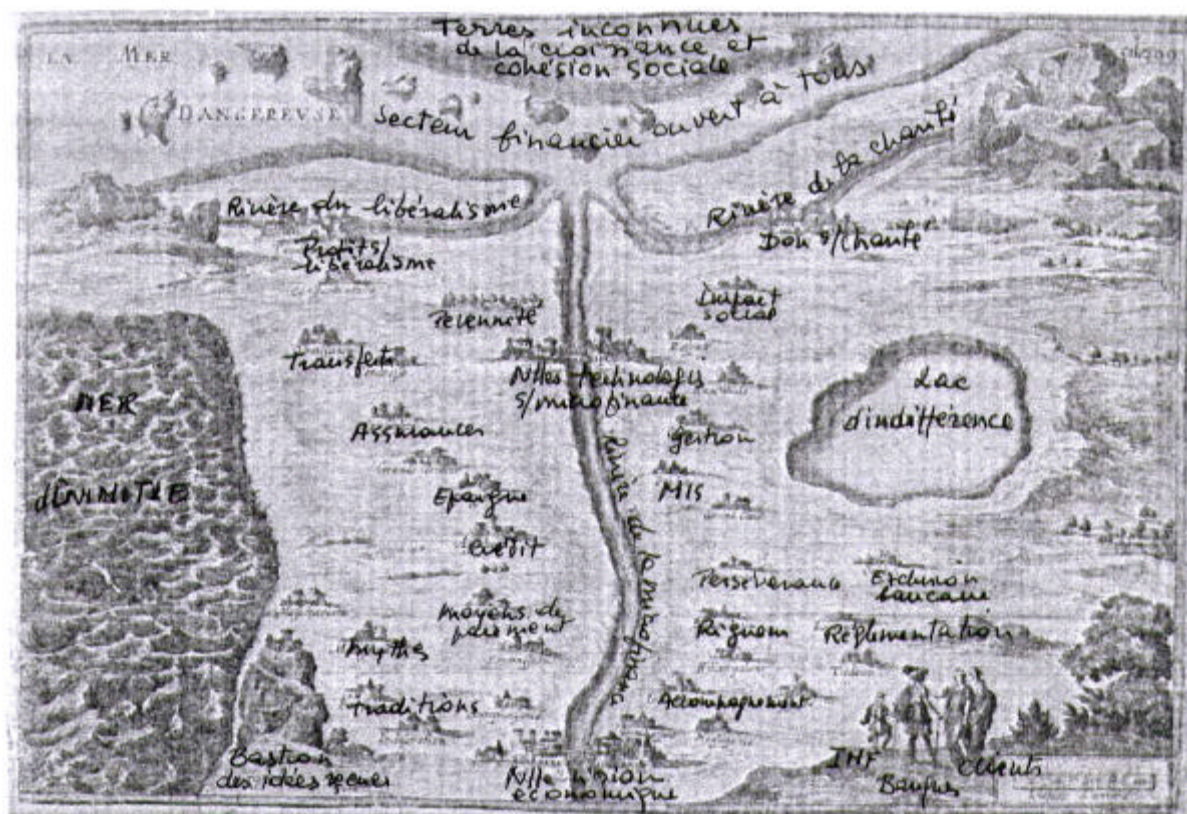


Année du microcrédit
Conférence internationale de Paris
Elargir l'accès à la microfinance : enjeux et acteurs

Session
Acteurs privés et nouveaux partenariats

Maria Nowak,
Présidente de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique
et du Réseau Européen de Microfinance



Carte de la microfinance
(inspiré de la Carte du Tendre
XVII^e siècle)

Introduction

L'histoire de la pauvreté est une oscillation permanente entre « la potence et la pitié »¹. Celle du développement est un va et vient entre les politiques d'aide et des politiques commerciales souvent défavorables aux pays pauvres. La saga de la finance commence par le banquier qui officiait sur un banc et le crédit considéré comme acte de confiance (le mot vient de « credere », croire), et évolue vers des banques qui ne prêtent qu'aux riches et exigent des garanties réelles.

La microfinance est une façon de dépasser ces oppositions cycliques, ces clivages entre le social et l'économique, ces à priori financiers en faisant converger l'intérêt de tous les partenaires. Mais pour y arriver, une seule recette : changer le regard sur ceux que nous nous acharnons à appeler « les pauvres » comme si avoir les poches pleines était la caractéristique principale d'un être humain, alors que les hommes et les femmes sont, chacun dans son contexte, riches d'idées, d'énergie et d'esprit d'entreprendre. En les réduisant à l'état de leurs finances, nous sommes borgnes d'esprit et nous nous fermons, sans nous en rendre compte, des horizons nouveaux.

1. Investir sur les intéressés directs

Parlons d'abord des 3 milliards d'hommes qui vivent avec moins de 2 dollars par jour et qui n'ont pas accès aux services financiers. Investir sur la société civile, c'est, en premier lieu, investir sur eux. A l'âge de la mondialisation ils vivent aux marges de l'économie sans que les entreprises aient beaucoup pensé à eux en termes de marché. Les « pauvres » n'achètent pas, c'est connu, tout comme les banques ne prêtent qu'aux riches. L'économie mondialisée se limite ainsi à la partie émergée de l'iceberg, celle

¹ Titre d'un livre de Bronislaw Geremek sur la pauvreté au Moyen Age

où le PIB par habitant dépasse \$ 2 000 ou mieux, \$ 20 000 dollars par an.

Je ne sais pas s'il y a un lien direct entre le développement de la microfinance et le nouveau regard des entreprises sur ces acteurs économiques de base. Mais le fait est qu'ils sont de plus en plus reconnus, non seulement comme créateurs de richesse, mais aussi comme consommateurs, épargnants, clients. On ne leur vend plus seulement des lampes à pétrole et des produits alimentaires de première nécessité, on constate que les pays du Sud constituent aussi d'immenses marchés pour toutes sortes de produits : si on agrège le pouvoir d'achat des 171 millions des familles les plus démunies de l'Inde, celui-ci atteint \$ 378 milliards². De quoi faire rêver toutes les entreprises de la planète, qui apprennent des petits marchands ambulants l'utilité de fractionner leurs produits en fonction des revenus : on trouve désormais en Inde des glaces à 2 cents produites par une grande coopérative laitière.

Le micromarketing accompagne la microfinance dans la conquête des macromarchés : la Chine, l'Inde et le Brésil vont compter en 2005 plus de 500 millions d'utilisateurs de téléphone portable, contre 150 millions aux Etats Unis. Ce sont eux qui vont commander l'évolution future des produits et non pas les pays industriels. Ce sont eux, aussi, qui vont commander l'orientation de la recherche et l'organisation des circuits de distribution mondiaux.

Ce changement de vision des entreprises, parallèle au développement de la microfinance, va l'influencer de façon fondamentale. La banque est au cœur de l'économie et les « pauvres » reconnus comme acteurs économiques de base ont besoin de tous les services financiers. Ils sont doublement acteurs en tant que clients du microcrédit et d'autres services de la microfinance mais aussi en tant qu'apporteurs de ressources .

C'est leur épargne, celle des populations des pays en voie de développement et celle des migrants qui finance la plus grande part des besoins . Les deux tiers peut-être, si l'on prend en compte

² chiffres donnés dans « Selling to the Poor » : Allen Hammond et C.K Prahalad

les dépôts des banques postales et publiques à vocation sociale. Il faut investir d'abord sur eux en tant qu'acteurs de leur propre destin et non pas objets des politiques sociales, des politiques d'aide et désormais aussi des politiques commerciales. Ces acteurs économiques de base savent qu'ils doivent d'abord compter sur eux-mêmes. Tout comme le mouvement coopératif au 19^e siècle, la microfinance est d'abord grand mouvement d'entraide et d'autopromotion. Entraide mondialisée qui dépasse largement le cadre national puisqu'elle est portée par près de 3 % de la population mondiale, que sont les migrants. En 2003, leurs transferts ont représenté près d'un milliard de dollars, soit près de 2 fois plus que le montant de l'Aide Publique au Développement.

2 Combiner le soutien des institutions bancaires et non bancaires

Autour des acteurs économiques de base, quels sont les autres acteurs de la microfinance ? Il est très difficile d'estimer leur poids total et leur importance relative en termes de ressources. Les chiffres n'existent pas. Lorsqu'on les trouve ils varient du simple au double. On ne sait pas s'ils correspondent à des dons ou à des prêts. Souvent les deux s'ajoutent.

Le marché potentiel des pays en voie de développement serait de l'ordre de \$ 300 milliards. Le portefeuille actuel de toutes les IMF's dans le monde serait de l'ordre de \$15 milliards. La microfinance croîtrait de 15 à 30% par an, ce qui entraînerait une demande de ressources de crédit de l'ordre de \$ 2,5 milliards à 5 milliards et exigerait \$ 300 millions à \$ 400 millions de fonds propres complémentaires par an.³

Les bailleurs de fonds publics bilatéraux et multilatéraux ne peuvent financer ces besoins : on estime à \$ 1 milliard l'aide annuelle qu'ils accordent au secteur de la microfinance, crédits et subventions confondues, 1% à peine de leurs interventions.

³ Ces chiffres figurent dans le rapport d'USAid : « Financing Microfinance Institutions » décembre 2004 et viennent pour la plupart du CGAP

Le portefeuille du microcrédit au niveau mondial (non compris les banques postales et banques de développement) serait financé grosso modo par

- Les dépôts : 25 à 30%**
- La dette : 35 à 40%**
- Les participations : 30 à 40%**

mais ces chiffres restent sujets à caution.

Le rôle des différents acteurs ne se mesure pas seulement en termes de poids financier. Il doit aussi être évalué en termes d'engagement, de proximité, de pérennité et de prise en compte de la dimension sociale.

On se trouve aujourd'hui dans une situation paradoxale : d'un côté on met l'accent sur la lutte contre la pauvreté et l'impact social de la microfinance, outil privilégié pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire, de l'autre on prône une stricte approche commerciale et le rôle dominant de banques. Au moment où les entreprises s'engagent dans Global Compact et des investissements socialement responsables, la microfinance tourne le dos à ses origines et ne rêve que de profits et de parts de marché. Il ne faut pas séparer ces deux aspects, le social et le financier, qui constituent sa singularité et, pour ne pas les séparer, il faut soutenir l'action de tous les acteurs. C'est la fertilisation croisée des expériences des uns et des autres qui permet de progresser.

La participation des banques est fondamentale car le crédit est leur métier et ce sont elles qui détiennent à la fois des méthodes et des moyens à la dimension des besoins, permettant de changer d'échelle, en multipliant les points de contacts. Leur participation sera fondée, in fine, sur l'intérêt d'investir un marché nouveau quasiment illimité et cela est normal. Comme le disait déjà Adam Smith, « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher du marchand de bière ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apporteront à leur intérêt. » L'intérêt des banques est d'investir le marché de la microfinance, qui, à terme est porteur de profits et, en attendant, de bénéficier d'une image

d'entreprise socialement responsable de plus en plus recherchée par les actionnaires, les clients et les salariés.

Cette optique d'intérêt, pour normale qu'elle soit dans l'économie de marché, n'est pas exclusive d'une approche éthique et sociale . Georges Coudray parlera tout à l'heure des réseaux d'épargne crédit implantés en Afrique de l'Ouest, bien avant que l'on parle de la microfinance d'une part, de l'intervention des banques d'autre part. Kimanthi Mutua et René Azokli nous raconteront l'expérience des institutions créées avec l'appui de l'aide internationale, de la transformation de l'une et du refinancement de l'autre par une banque commerciale. Nachiket Mor nous parlera d'une des plus grandes banques de l'Inde qui a décidé de toucher un public populaire en s'associant à des petits groupes d'entraide. Les voies sont multiples mais elles ont toutes le même but. Coopératives d'épargne-crédit, transformation d'organisations de microfinance non réglementées en établissements bancaires, guichet de microcrédit ou filiale spécialisée des banques commerciales, banque de microfinance, partenariat des banque/entités décentralisées , tous les chemins sont bons pour atteindre la masse de clients potentiels.

Face aux établissements bancaires, les institutions de microfinance non bancaires ont, elles aussi, un rôle important à jouer. Elles sont les pionniers, les explorateurs de territoires inconnus , les poils à gratter, les partenaires privilégiés. Ce sont elles qui couvrent les défaillances de marché, qui servent de sas d'entrée ou de distributeurs de détail aux banques, quand celles-ci ne souhaitent pas intervenir directement. Si elles visent également l'équilibre des coûts, elles ont, par nature, une plus grande marge de liberté et peuvent s'attacher davantage à l'aspect social des services financiers. Sans les organisations non bancaires il n'y aurait plus de contrepoids orienté, en priorité, vers l'intérêt général. Il est déjà arrivé dans l'histoire que des banques créées dans un but essentiellement social s'en affranchissent progressivement et perdent contact avec leur cible d'origine. Il serait dommage de ne pas prévoir et prévenir une telle évolution. Les organisations de microfinance non bancaires n'ayant pas le

même couperet du profit, le problème consiste à ne pas subventionner l'inefficacité. Il faut développer des critères, pour une rentabilité économique et sociale plus large que la seule rentabilité financière.

Pour tous les acteurs de la microfinance, bancaires ou non bancaires, les technologies nouvelles apportent une contribution inestimable en permettant de baisser le coût des petits crédits . Cartes à puce, téléphone portable, Internet, suivant les méthodes et techniques utilisées, le coût du crédit peut varier de 1 à 5 dans un même pays , montrant ainsi la marge de progrès possible. Les pays les plus avancés dans ce domaine sont ceux où les infrastructures bancaires sont les plus déficientes .

3. Ouvrir le secteur financier, tel qu'il est à la microfinance ou bâtir un secteur financier ouvert à tous ?

Ce n'est pas le même choix d'ouvrir le secteur financier traditionnel à la microfinance ou de bâtir un secteur financier ouvert à tous. Dans le premier cas nous nous limitons à une logique de profit qui ne permettra pas, dans un avenir prévisible, de couvrir l'ensemble des besoins . Dans le second cas, nous pouvons combiner vision financière et sociale, ce qui correspond à l'innovation majeure de la microfinance et ce qui, au surplus, s'inscrit dans le mouvement de l'investissement socialement responsable. Le crédit est en effet, à la fois, un bien privé, lié par un ratio réglementé au capital de l'institution qui appartient aux actionnaires et un bien public dans la mesure où il est un facteur de production créant de la richesse et ayant des externalités importantes pour l'ensemble de la collectivité. C'est même un bien commun mondial dans la mesure où ses effets dépassent largement les frontières : développer le microcrédit au Sénégal ou en Afghanistan, c'est limiter les migrations des travailleurs vers d'autres pays où ils espèrent trouver les moyens de survie. Si l'on veut limiter les migrations, rarement choisies de plein gré, il faut ouvrir l'accès au capital aux acteurs économiques de base dans les pays d'origine. Bâtir un secteur financier ouvert à tous, c'est

forcément mobiliser tous les opérateurs de microfinance bancaires et non bancaires et viser tous les marchés y compris les plus difficiles.

La microfinance ne résout pas tous les problèmes de développement : elle ne remplace pas les infrastructures, l'éducation, la santé et toutes les autres approches de lutte contre la pauvreté, mais elle ne peut exclure durablement aucune zone géographique, aucun type de population ou d'activité. Le développement consiste à étendre l'économie d'échange au détriment du don qui par nature répond à des situations d'urgence. Ce n'est pas parce que cela coûte plus cher qu'il ne faut pas aller dans des zones rurales. Cela coûtera encore plus cher de ne pas y aller et de voir les paysans déferler dans les villes. Nouredine Ayouch nous a montré ce matin que l'on peut y développer des programmes pérennes tout en les complétant par l'éducation ou l'équipement rural. Ce n'est pas non plus, parce le mandat des institutions d'aide nationales ou internationales ne porte que sur les pays en voie de développement, que les laissés pour compte de l'économie de marché dans les pays industrialisés ne doivent avoir accès qu'à des dispositifs de redistribution de revenu, sans possibilité de créer eux mêmes de la richesse. Les pays industrialisés auront du mal à changer de regard sur l'aide internationale s'ils ne changent pas de regard sur l'aide sociale dans leur propre pays. La France a une longue expérience en matière de finance rurale et en matière de finance contre l'exclusion. L'Europe centrale et orientale est l'une des régions où les taux de progression de la microfinance sont les plus élevés ⁴. Cette expérience mérite d'être valorisée.

Conclusions et perspectives

La conférence de Paris est une conférence politique avant celle de Francfort plus technique qui porte essentiellement sur le rôle des banques . Aussi il m'a paru important d'insister sur la nécessité

⁴ 60% en 2003 pour cette partie de l'Europe et les NIS

de sauvegarder la double vocation de la microfinance qui est de conjuguer la rigueur financière et l'impact social et de ne pas se jeter de façon trop exclusive dans les bras de banques en laissant au second plan le rôle majeur des intéressés directs et des organisations non bancaires.

Les grandes innovations financières sont celles qui ont un impact social majeur parce qu'elles sont en résonance avec l'évolution des technologies, de l'économie et de la société. La première grande révolution démocratique dans le domaine financier, était l'invention des pièces de monnaie qui a permis d'échapper au troc et de fractionner les échanges de métaux précieux qui étaient l'apanage des riches. C'était au 7^e siècle avant Jésus Christ. La révolution de la microfinance permet de fractionner l'accès au capital et à l'ensemble des services financiers. Dans une économie mondialisée, où les technologies de communication, la montée des services, la diversification des techniques et des marchés, permettent la création de petites unités de production, où l'évolution démographique va changer les rapports de force entre les pays et les continents, son importance pour l'économie mondiale et pour la démocratie mondiale est tout aussi grande.